

Interview du Président de Ngazidja

Par la rédaction

Fin Octobre 02, l'équipe du forum des îles s'est entretenue dans l'hôtel le Méridien avec M. Mzé A. Soulé, dit El-bak, élu récemment président de l'île de Ngazidja. Il a accepté de nous recevoir et voici pour vous l'interview en intégralité de celui qui se dit ne pas être respecté par le président de l'Union des Comores.



FDI : Mr le Président, bonjour. Depuis quand êtes en France et quel est l'objet de votre visite.

EL-BAK : Tout d'abord merci d'avoir pensé à nous. Notre visite en France est une visite disons non formel dans le but de vous donner des informations sur l'état actuel du pays. Mais aussi, pour échanger avec les autorités françaises, souveraineté politique de notre pays et créer des contacts.

FDI : Ou en êtes dans vos rapports tendus avec le président de l'union, Mr Azali ?

EL-BAK : Mes rapports avec le pdg de l'union sont de 2 niveaux. De citoyen et de président de Ngazidja. Mais je voudrais vous rectifier un peu, et vous dire que je ne suis pas en conflit avec Azali. C'est un conflit entre le pouvoir de l'union et celui des îles.

FDI : Votre voyage quelque part, ne serait ce pas là une façon de vous consolider des liens fort, des appuis vis à vis d'Azali,

EL-BAK : Ecoutez, mon voyage est un voyage plutôt d'éclaireur, parce que vous savez qu'Azali a la diplomatie de

notre pays depuis le jour où il a fait son coup d'état au mois d'avril 99. Donc le monde n'entend qu'une seule cloche mais qui n'est pas la bonne malheureusement. Azali donne des informations et à l'attitude de dire ce qui lui semble bon pour son intérêt et non pour l'intérêt du pays.

Il fallait donc intervenir et montrer les réalités actuelles de la vie aux Comores.

FDI : N'est pas là, une façon de remettre en cause les nouveaux textes constitutionnels. Sont-ils réellement adaptés ?

EL-BAK : Vous savez ce n'est pas en créant des textes que l'on voit s'ils sont adaptés ou pas. On les crée et on les applique pour les adapter, car concevoir des textes c'est purement théorique et c'est la pratique de ceux-là qui permet son adaptation. Personnellement, je crois que les textes quand on les lit bien, ne sont pas les meilleurs en termes de Nation. Car la constitution de l'union n'a pas du tout protégé l'unité nationale et encore moins les conditions des îles. Mais je crois et je dis que la chance qu'il y a pour notre unité, c'est d'avoir eu un président comme El-Bak à Ngazidja.

FDI : (rire) , En quoi êtes vous une chance pour l'avenir de la Grande Comores, votre programme c'est quoi exactement ?

EL-BAK : Mon programme c'est autre chose. J'ai un programme oui, sinon je n'aurais pas été élu ou pu engager une campagne sans avoir des bases, des principes et des axes, vous me comprenez !

Mais si je dis que c'est grâce à El-bak, c'est que moi je crois en une Nation. Chez nous beaucoup de politiciens font de la politique et prennent les partis comme des kiosques avant tout de cigarettes. Je m'excuserai du mot mais c'est la réalité du pays. Moi je ne suis pas de ce genre et c'est pour cela que je dis bien que si il y a une chance d'unité, d'union. Je crois qu'aujourd'hui et ce en ma qualité de nationaliste comme je le

crois, c'est une chance pour l'île de la Nation.

FDI : Ne craignez-vous pas à une Union à 2 vitesses, à cause de votre querelle avec Azali, avec certaines îles qui avancent et Ngazidja qui stagne ?

EL-BAK : Ecoutez, Azali se base sur des arguments très faibles en disant qu'il attend les lois organiques. Oui c'est vrai que lui il a attendu des lois organiques, mais moi dans l'article 83 de la constitution de l'union, on me donne le droit à des actes législatives. J'ai donc le pouvoir d'agir, de prendre des ordonnances et attendre les lois organiques pour les reconduire. C'est une question de mauvaise foi, les constitutions sont claires, il y a des compétences exclusives à l'union et à l'île et des compétences partagées. Je crois que le processus de réconciliation n'est pas de la volonté d'Azali et ça il faut le savoir.

FDI : Est ce que la date des législatives proposé par le président de l'Union vous convient-elle ?

EL-BAK : Moi si Azali me dit que c'est demain en respectant et en s'alignant sur la constitution je suis prêt. Car mes premières préoccupations c'est d'arriver à parachever les institutions de notre pays pour qu'enfin nous sortions de cette confusion politique, administratif ou personne n'arrive à savoir qui appartient à tel service ou tel direction. Pourquoi, parce que les institutions qui ont la lourde tâche de mettre de l'ordre n'y sont pas. Donc que sa soit dans un ou deux mois, je suis prêt, mais ma seule condition est que si nous allons vers des élections que les précédentes nous justifient de leur efficacité.

FDI : Vos détracteurs vous taxent souvent d'islamistes, qu'avez vous à leur répondre ?

EL-BAK : Je ne sais pas le sens qu'ils donnent à islamiste, mais quand ils disent qu'un islamiste est un musulman, je suis un musulman et fidèle aussi. Si parler arabe c'est être islamiste, alors il

3 Politique

y a beaucoup d'islamistes en France et en Amérique. Est-ce parce que j'ai fait mes études en Arabie. Je ne pouvais pas ne pas les faire en Arabie puisqu'on m'a fermé les portes en France. Alors ce qui disent que je suis un islamiste c'est leur opinion, et libre à qui le veut de nous apprécier.

FDI : Nous allons sortir à présent du cadre de l'Union. le programme scolaire actuel est-il réellement adapté aux besoins du pays ?

EL-BAK : Je crois que le programme n'est pas aussi mauvais que ça, c'est le suivi qui n'existe pas faute de moyens. Tenez vous le savez et les journaux ici le disent qu'aujourd'hui les autorités sont persuadées qu'un enfant sur je ne sais pas combien entre en 6ème sans savoir lire et écrire. Je l'ai lu dans une revue récente. Chez nous ce n'est pas le cas en 6ème les enfants savent lire et écrire. Le problème est que nous manquons des moyens qu'ils faut, parce qu'ici celui qui fait des sciences il est déjà en contact avec les expériences.

FDI : Parce qu'ici, le besoin des sciences est une priorité.

EL-BAK : Non c'est parce que les moyens y sont. Vous savez les différents conseillers régionaux et instances que nous avons pu visiter, nous n'avons pas hésité à leur demander de l'assistance dans le cadre scolaire et surtout dans le secondaire. Afin de pouvoir donner à nos enfants l'accès aux moyens qu'ils faut pour accéder aux expériences qui sont énormes et qui font la différence avec celui qui fait ces études en France. Donc je ne crois pas que c'est une question de programme, mais dieu merci le ministre de l'éducation est là parmi nous et il pourra répondre comme il le faut à vos questions sur l'éducation.

FDI : Pour avoir vu les Comores, nous avons constaté qu'aujourd'hui il valait mieux avoir de l'argent pour espérer faire des études. Parce que les disparités sont criantes. Avec d'un coté des enfants qui marchent pieds nus et de l'autre des enfants du même âge qui parlent couramment français voir anglais. Comment comptez-vous faire pour mettre en place une éducation pour tous ?

EL-BAK : Ce que vous avez vécu il y a 2 raisons qui expliquent ces phénomènes. Il y a certes le cas logique ou l'enfant a des parents qui ont les moyens et la chance d'éduquer leurs enfants en les faisant fréquenter les établissements et d'autres que les parents n'ont pas pensé à scolariser. Car il y a des parents

qui pensent que l'enfant est difficile, incontrôlable, donc il le laisse errer. Ceci ne dit pas que l'état doit aussi négliger et abandonner cet enfant. Il doit assumer son rôle et prendre ces responsabilités en arrivant à réveiller les parents mais tout cela demande des moyens. Vous savez qu'à la date d'aujourd'hui il y a des villages où il n'y a pas d'écoles et d'autres où les villageois ont construit des écoles. Mais l'Etat n'est pas capable de leurs apporter les services minimum qu'il faut.

Pourquoi, parce que le FMI a bloqué les subventions et nous dit de ne pas recruter mais de réduire et limiter notre masse budgétaire. Mais je tiens à vous rassurer et à vous dire qu'au niveau de l'île de Ngazidja nous croyons que nous sommes à la hauteur de pouvoir gérer tout ça, mais ça sera graduel. Et peut-être que dans 2, 3 ans nous serons à la hauteur et vous dirons voilà ce que l'on a fait.

FDI : Le problème, c'est qu'il n'y a jamais de continuité aux Comores. Il y a tellement d'instabilité que l'on ne sait jamais ce qui va se passer ?

EL-BAK : Mais la faute à qui ? Ce n'est pas le comorien qui tue ces présidents, c'est les mercenaires étrangers.

FDI : En tant que président de Ngazidja, quelles sont vos perspectives concernant l'emploi ?

EL-BAK : Personnellement, je crois qu'au sujet de l'emploi, que le système intellectuel comorien qui consiste à se dire que je fait mes études pour travailler dans l'appareil de l'état n'est pas la meilleur des conceptions. Moi je crois aussi que pour qu'il y ait de l'emploi, il faut soutenir le secteur privé en encourageant plutôt les jeunes à se lancer dans le secteur à risque que constitue le privée. Me concernant c'est un exemple vécu. Car aux Comores, il n'y a aucune agence pour l'emploi. Il faut créer ce service qui figure parmi nos premiers engagements électoraux. Mais aujourd'hui je ne suis pas à la hauteur de vous en dire plus puisque je n'ai pas pu le faire. Pourquoi, parce que l'on nous empêche d'aller vers l'avant. Sinon je crois pouvoir arriver à générer de l'emploi et diriger les jeunes vers ceux-là.

FDI : Tout à l'heure nous faisons allusion à la pauvreté galopante et aux inégalités criantes qu'il y a dans l'archipel et qui amènent les jeunes à la consommation de drogue et d'alcool. Comment comptez-vous lutter contre ça ?

EL-BAK : Ecoutez, l'autorité politique à peur de cette jeunesse pour ne pas perdre leurs soutiens. Et ça c'est une réalité chez nous. Mais pour autant vous ne pouvez pas prendre des paramètres français et croire que se sont des paramètres comoriens. Personnellement, je crois qu'il faut une politique franche et oser aborder ces jeunes là et interdire par la suite. Regardez, le ministre de l'intérieur français lorsqu'il avance des projets de lois sur l'interdiction de la prostitution, vous voyez il y a pas mal de gens qui se plaignent, mais c'est leur conception. Mais moi je trouve cela audacieux, de dire dans un pays aussi libérale que la France que nos mœurs se perdent et sont menacés. Pour les Comores aussi, il faut des mesures politiques.

FDI : et concrètement ?

EL-BAK : La création de l'emploi par exemple même si il y a beaucoup de gens qui travaillent et qui fument de la drogue. Il faut des mesures qui empêche catégoriquement et qui sanctionne.

FDI : La répression ?

EL-BAK : Pourquoi pas. Je ne serais pas aussi libérale que les grands pays de ce monde tel que la France qui eux vont dans ce sens. Pour moi, il faudrait essayer et raisonner dans le bon sens.

FDI : En faisant de la prévention ?

EL-BAK : La prévention et la répression. Les mesures peuvent être multiples. Choses que les précédents n'ont pas osé aborder pour ne pas se retrouver en minorité. Mais il faut aussi modifier votre comportement car si vous le faite et que vous l'interdisez ça ne marchera pas.

FDI : Quels moyens allez vous mettre en place pour réguler l'exode massive des comoriens vers l'étrangers ?

EL-BAK : les moyens sont simples, il suffit juste que nous arrivons à créer des emplois et à assurer la stabilité politique de l'archipel, et que nos amis nous laisse un peu tranquille. Alors, je pense que les comoriens et vous aussi rentreraient si vous êtes au moins rassurer qu'une fois rentré on va vous laissez travailler, faire ce que vous pensez être bon et accepter de vous soutenir pour réussir. Je crois que c'est une volonté politique. Nous c'est notre détermination !

FDI : M. le président, merci.